

Un brin d'esprit

On raconte que le grand philosophe allemand Kant s'était accoutumé à sortir faire sa promenade quotidienne à une heure précise — ni plus tôt, ni plus tard. Les habitants de sa ville avaient pris l'habitude de cette ponctualité. Aussi, lorsqu'ils le virent un jour sortir avant l'heure habituelle, furent-ils saisis d'étonnement, et acquirent-ils la certitude qu'un événement de la plus haute importance avait frappé les hommes de la terre, ou les astres du ciel. Il ne fallut que quelques jours aux habitants de la ville pour apprendre que les choses s'étaient bien passées comme ils l'avaient pressenti, et que le jour où la routine du philosophe avait été bouleversée était précisément celui où s'était embrasée la Révolution française, et où les Français avaient pris d'assaut cette forteresse de la tyrannie et de l'oppression qui se dressait à Paris — la Bastille.

Hier, nous avons remarqué qu'*Al-Ahram* avait dévié de ses habitudes consacrées et de sa ligne de conduite établie envers le Gouvernement — une relation fondée sur l'amitié et la bienveillance plutôt que sur la rivalité et l'opposition. Et nous avons dit, comme le dirent les compatriotes du philosophe allemand : « Il doit y avoir une raison — le philosophe a avancé l'heure de sa sortie ! » Ou comme le disaient les anciens Arabes : « Il doit y avoir une raison pour laquelle Qusayr s'est coupé le nez. »

Alors le journal du Ministère remarqua ce que nous avons remarqué, et il taquina *Al-Ahram* et lui adressa des reproches, puis la censura et la réprimanda, puis lui réclama des déclarations explicites en lieu et place d'insinuations, et une expression directe en lieu et place d'obscurité. Puis *Al-Ayyam* se retourna contre sa consœur *Al-Ahram* en des termes que l'on ne peut qualifier que d'aigres-doux — mêlant supplication et avertissement. Ce qui se passe entre le journal du Ministère et *Al-Ahram* en matière de banter acéré et de reproches légers ou pesants ne nous concerne pas.

Ce qui nous concerne, en revanche, c'est qu'*Al-Ahram* « brûle les étapes », comme disent les Français — galopant en avant tel un pur-sang, passant à toute allure du badin à la critique virulente. Ce matin même, elle a déclaré ouvertement son opposition à la fois au Gouvernement et aux Britanniques, une opposition de la plus grave conséquence si l'un ou l'autre ne prend pas des mesures pour la contenir. Il suffit de savoir qu'*Al-Ahram* a pris le Gouvernement et les Britanniques à partie sur douze points dans un seul article bref — une douzaine complète, comme on dit ! Nous vous énumérerons ces griefs afin que vous compreniez que l'affaire est sérieuse et ne prête nullement à rire, à moins que les circonstances ne remédient à ce qui oppose *Al-Ahram* au Gouvernement avant que la fissure ne s'élargisse irrémédiablement.

1 — Le seul aspect du récent remaniement ministériel qui intéresse les Britanniques est ce qui a touché le ministère de l'Intérieur. Les Britanniques ne se soucient ni du ministère de l'Agriculture ni du ministère des Affaires religieuses — c'est-à-dire les deux ministères confiés à des membres du Parti du Peuple — mais ils se soucient profondément du ministère de l'Intérieur. Le ministre de l'Intérieur s'est appliqué à les satisfaire, choisissant pour ce poste un ministre dont le *Morning Post* a attesté l'expérience, la compétence, les capacités et la maturité — un homme qui sait quelle place les Britanniques s'attribuent en Égypte, et quelle place les ministres s'attribuent vis-à-vis des Britanniques. Cet homme choisi par Sidqi Pacha pour apaiser les Britanniques n'est autre que Son Excellence al-Qaysi Pacha, le nouveau ministre de l'Intérieur.

2 — Les Britanniques tiennent à ce que la politique générale de l'État se déroule selon leurs vœux et leurs désirs, et de la manière qui sert leurs intérêts et satisfait leurs inclinations. Ils en sont convaincus et rassurés, car la conduite de cette politique appartient au seul Premier ministre, avec lequel les Britanniques sont en plein et ferme accord depuis plus de deux ans.

3 — Les Britanniques tiennent à ce que le tribut soit versé au Soudan, et à ce que le Soudan dépense ce tribut à sa guise, sans que le Parlement ou le Cabinet n'y fasse objection ni n'exige du gouvernement soudanais qu'il en rende compte en quoi que ce soit. Et Sidqi Pacha garantit aux Britanniques tout cela.

4 — Les Britanniques n'aiment pas que le Parlement ou le Cabinet évoque la dette que le Soudan doit à l'Égypte, ni que le Parlement réclame au Cabinet le remboursement d'une quelconque partie de cette dette. Et Sidqi Pacha garantit aux Britanniques que cette dette restera dans l'oubli aussi longtemps qu'il portera les charges du gouvernement.

5 — Les Britanniques craignent que l'Égypte ne leur demande d'appliquer la loi sur les indemnités, en raison de laquelle tant d'argent a été dilapidé en vain. Et Sidqi Pacha leur garantit que l'Égypte ne mentionnera pas cette loi, n'y pensera pas et n'en réclamera pas l'application.

6 — Les Britanniques sont déterminés à faire de Port-Fouad une station sur la route des Indes, et à la relier à leur ligne militaire dans le Sinaï. Et Sidqi Pacha leur garantit la réalisation de leurs souhaits en la matière, quels que soient les intérêts et les droits que l'Égypte se verra contrainte de sacrifier.

7 — Les Britanniques craignent que les marchés ferroviaires et autres contrats ne soient détournés de Londres et des firmes britanniques vers d'autres. Et Sidqi Pacha leur garantit que ces contrats ne dérogeront pas à leur cours vers Londres et vers les mains britanniques.

8 — Les Britanniques tiennent à ce que les diplômes universitaires britanniques soient reconnus à l'égal des diplômes égyptiens. Et Sidqi Pacha leur procure ce qu'ils désirent à cet égard.

9 — Les Britanniques souhaitent que l'Égypte apporte son soutien aux sociétés britanniques menacées de faillite ou de difficultés financières, directement ou indirectement. Et Sidqi Pacha ne le leur refuse pas et ne s'y oppose pas.

10 — Les Britanniques ne souhaitent pas que l'Égypte les importune avec la question de la dette, de l'arrimage de la livre égyptienne à la livre sterling, et de la rétention des réserves d'or égyptiennes par la Banque d'Angleterre. Et Sidqi Pacha leur garantit qu'ils n'y verront que ce qui leur plaît.

11 — Les Britanniques ont tenu leur Conférence économique impériale, accordé leurs faveurs aux nations qu'ils ont choisies de favoriser, consenti des privilèges aux peuples qu'ils ont choisis de privilégier, et ne se sont nullement souciés de l'Égypte. Et Sidqi Pacha leur garantit que l'Égypte n'en concevra ni ressentiment ni protestation.

12 — Les Britanniques souhaitent que l'Égypte leur accorde un traitement tarifaire préférentiel, en s'abstenant d'imposer des droits de douane élevés sur les marchandises importées de leurs pays, afin qu'ils puissent l'emporter dans la concurrence commerciale. Et Sidqi Pacha s'engage à leur livrer tout ce qu'ils souhaitent en la matière — et au-delà.

Que pensez-vous de cette douzaine de griefs ? Ne sentez-vous pas, comme moi, que l'affaire entre *Al-Ahram* et le Gouvernement a dépassé le stade où l'on se lance des fleurs pour en arriver à celui où l'on se jette des pierres ? L'important n'est pas seulement que les relations entre *Al-Ahram* et le Gouvernement se gâtent — ce qui importe, c'est qu'un tel refroidissement ne survienne pas pour rien et ne passe pas sans conséquences ; il signifie quelque chose, et laisse pressentir bien d'autres choses encore derrière lui.

Al-Ahram conclut ses observations par une remarque générale qui résume tout ce qui précède : les Britanniques sont déterminés à faire de leur parole un ordre auquel nul ne peut déroger, et dont aucun ministre ni aucun autre responsable ne peut s'écarter. Ils sont convaincus qu'il en sera ainsi aussi longtemps que Sidqi Pacha restera au pouvoir. Cela signifie qu'*Al-Ahram* considère que Sidqi Pacha a conclu une alliance avec les Britanniques pour gouverner l'Égypte selon leurs diktats et servir leurs intérêts, même au prix de l'exposition des intérêts égyptiens au péril et à la ruine. Cela signifie que le maintien de Sidqi Pacha au pouvoir constitue un danger pour les droits et les intérêts de l'Égypte.

Si vous connaissez une opposition plus dommageable que celle-ci, dites-le moi. Pour ma part, il me semble qu'*Al-Ahram* a réfléchi et calculé, enquêté et sondé, puis — comme aurait dit al-Hajjaj — a vidé son carquois devant elle, choisi parmi ses flèches les plus acérées, les plus pénétrantes et les plus venimeuses, et les a décochées dans la poitrine de son ancienne amie, le Gouvernement.

Ce matin, le journal du Ministère émettait des reproches ; demain matin, il émettra des querelles — à moins que le vent ne tourne vers quelque chose de plus apaisant et de plus consolant.

Attendons donc — attendons, et faisons-le toujours avec le sourire.

Kawkab al-Sharq, 6 janvier 1933, numéro 2338, p. 226.